

Burundi : le pouvoir se proclame vainqueur des élections controversées

Deutsche Welle, 07.07.2015 Victoire sans surprise du CNDD-FDD aux élections du 29 juin Au Burundi, la Ceni a proclamé les résultats des élections législatives et communales du 29 juin. Les pays d'Afrique de l'Est ont nommé un nouveau médiateur, mais quelles sont les chances de réussite de Yoweri Museveni? Le CNDD-FDD au pouvoir sort vainqueur des urnes avec 77 sièges. La liste menée par Agathon Rwasa, "Abigenga Mizero y'Abarundi" (Espoir des Burundais) arrive deuxième avec 21 sièges. Un résultat d'autant plus surprenant que le leader de l'opposition avait annoncé son boycott du scrutin...

L'Uprona obtient quant à elle deux sièges dans la future assemblée. Le taux de participation des élections législatives et communales s'élève à 74,32%. Des résultats aussitôt contestés par l'opposition politique. Un nouveau médiateur pour la crise Lundi, le sommet de la Communauté des Etats d'Afrique de l'est, en Tanzanie, a formulé des recommandations pour le Burundi. La communauté est-africaine regroupe, outre le Burundi, le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda. Mais seuls les Chefs d'Etat ougandais Yoweri Museveni et tanzanien Jakaya Kikwete étaient présents. Les autres ont brillé par leur absence. Le sommet a désigné Yoweri Museveni "nouveau facilitateur du dialogue au plus haut niveau, entre les parties, sur les points qui posent problème". Yoweri Museveni remplace donc le facilitateur de l'Onu, Abdoulaye Bathily, accusé par le pouvoir burundais. Pour autant, le choix du président ougandais, au pouvoir dans son pays depuis 1986 est-il vraiment le plus judicieux, alors que la principale cause de la crise burundaise est la volonté du président Nkurunziza de briguer un troisième mandat? Écoutez la réponse d'Agathe Plauchut, chercheuse associée au GRIP, le Groupe de recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité, basé à Liège en Belgique. Vers un report de la présidentielle ? Les pays de l'EAC appellent par ailleurs le gouvernement burundais à "désarmer les milices Imbonerakure, comme toutes les autres milices armées de jeunes liées des partis". Ils appellent en outre Bujumbura à reporter l'élection présidentielle au 30 juillet. "Ensuite, quiconque gagnera l'élection présidentielle devra former un gouvernement d'union nationale incluant tous les acteurs ayant participé au scrutin et ceux qui n'y auront pas participé. Ce gouvernement devra respecter les Accords de paix d'Arusha et renoncera à amender la constitution." indique la déclaration finale.